

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule Risques Accidentels Risques Chroniques

Albi, le 21/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



MARGNES ENERGIES

Lieu-dit Puech Cornet
LE MARGNES
81260 FONTRIEU

Références : 81-CRARC-2022-77

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement MARGNES ENERGIES implanté Lieu-dit Puech Cornet LE MARGNES 81260 FONTRIEU. L'inspection a été annoncée le 20/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARGNES ENERGIES
- Lieu-dit Puech Cornet LE MARGNES 81260 FONTRIEU
- Code AIOT dans GUN : 0006809578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le parc éolien actuellement exploité par la société MARGNES ENERGIE a initialement fait l'objet d'un permis de construire en date du 7 mars 2005 délivré à la société VALECO EOLE. Il concernait 6 éoliennes de type E70 E4, ayant une hauteur de mat de 60m et une puissance unitaire de 2,52 MW. Le parc a été par la suite scindé en deux parcs exploités par les sociétés MARGNES ENERGIE (parc de Puech Cornet: 5 éoliennes) et SINGLADOU ENERGIE (parc de Singladou: 1 éolienne). En 2021, les deux parcs ont été fusionnés par absorption de la société SINGLADOU ENERGIE par la société MARGNES ENERGIES.

L'exploitation de ce nouveau parc est menée par la société 3D ENERGIES, implantée à Niort.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification des installations électriques
- Gestion des déchets
- Mesures de protection des chiroptères

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Exploitation – déchets	Code de l'environnement du 25/03/2021, article R.541-45	/	Sans objet
Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Exploitation - Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
Biodiversité- bridage chiroptères	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2	/	Sans objet
Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2,4	/	Sans objet
Biodiversité	AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.5	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de mettre en évidence 4 non-conformités. Parmi elles, 1 fait l'objet d'une proposition de mise en demeure. Pour les 3 autres qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et peuvent être traitées rapidement, l'inspection demande à l'exploitant de fournir les justificatifs de mise en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, l'inspection a mis en évidence la nécessité de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 septembre 2021, pour renforcer les mesures de bridage en faveur des chiroptères.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Exploitation - Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. .../... Dans le cas d'un projet de renouvellement d'une installation existante, autre qu'un renouvellement à l'identique ou une extension au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du dossier de demande de porter à connaissance au préfet prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a fourni 2 rapports de suivi environnementaux réalisés de mars à octobre 2018. Celui relatif au suivi de la mortalité de l'avifaune fait état de 8 oiseaux retrouvés morts appartenant à 7 espèces différentes. La mortalité du parc est estimée à 62 oiseaux, si on prend en compte la différenciation des semaines suivant les périodes de prospection. Le rapport ne préconise pas de mesures de type régulation mais recommande un nouveau suivi en 2019. Celui relatif à la mortalité des chiroptères fait état de 18 cadavres trouvés, dont 10 sous l'éolienne 6 (éolienne SNG01 de l'ancien parc Singladou Énergie, avant sa fusion avec le parc Margnes Énergie). Le rapport préconise la mise en place d'un bridage avec les paramètres suivants: - pour les 5 éoliennes du parc Margnes Énergie: $T \geq 10^{\circ}\text{C}$, $V \leq 6\text{ m/s}$, d'avril à octobre - pour l'éolienne SNG01 du parc Singladou Énergie, $T \geq 7^{\circ}\text{C}$, $V \leq 7\text{ m/s}$, d'avril à octobre L'exploitant indique que ce bridage a été mis en place en 2019. Les suivis environnementaux respectent globalement le protocole reconnu par le ministère.
Observations : Les suivis n'ont pas été renouvelés en 2019. L'inspection demande à l'exploitant, à l'avenir, de renouveler le suivi l'année N+1, dès lors que le suivi de l'année N fait état d'une mortalité élevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Biodiversité- bridage chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage chiroptères
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), la nacelle comme les pales sont mises dans une position qui les maintiennent à l'arrêt dans toutes les conditions de vent.</p> <p>Ce bridage doit être opérationnel entre le 15 mars et le 15 novembre, chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer lorsque :</p> <p>la température est supérieure ou égale à 10° C ; et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 6 m/s.</p> <p>La vitesse du vent et la température sont mesurées à hauteur de nacelle.</p> <p>Le plan de bridage est opérationnel dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.</p> <p>Constats : L'exploitant a transmis les paramètres de bridage pour chaque éolienne, dont la mise en place a pu être vérifiée à partir des données SCADA également transmises par l'exploitant. Les conditions de bridage correspondent à celles mentionnées dans l'arrêté complémentaire du 10 septembre 2021.</p> <p>Or, l'inspection constate que le bridage préconisé ($T > 7^{\circ}\text{C}$, $v < 7\text{m/s}$) par le bureau d'études Biotope dans le rapport de suivi environnemental 2019, est plus contraignant pour l'éolienne 6 (éolienne SNG01) en raison de la mortalité plus élevée sous cette éolienne.</p> <p>La prescription de l'arrêté n'est donc pas adaptée pour cette éolienne. L'inspection va proposer au préfet un arrêté préfectoral complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2021.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de modifier dans les meilleurs délais les paramètres de bridage pour cette éolienne.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction facteur d'attractivité
Prescription contrôlée : Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés. Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts. Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau. L'accumulation d'eau et l'apparition de nouveaux arbrisseaux sous la zone de rotation des pales sont à éviter.
Constats : Il a été constaté que les abords de l'éolienne 6 (éolienne SNG01) n'avait pas fait l'objet d'un débroussaillage récent. De nombreux buissons et arbustes susceptibles d'attirer les insectes se sont développés sous la zone de rotation des pales. Il est demandé à l'exploitant de débroussailler les abords de cette éolienne sous un mois, ainsi que ceux des autres éoliennes qui le nécessiteraient.
Suite à l'inspection, par mail du 8 juillet 2022, l'exploitant a pris contact avec la Mairie de FONTRIEU, propriétaire des parcelles d'implantation des éoliennes 5 et 6, et indiqueque: - un accord de principe a été obtenu pour le débroussaillage autour de ces éoliennes, dans un rayon d'environ 60 m, hors sagne et boisement. MARGNES ENERGIE et la commune de Fontrieu ont demandé un devis à un entrepreneur forestier pour ces travaux de débroussaillage. MARGNES ENERGIE s'engage à ce que ces travaux soient réalisés fin juillet début août 2022. • un rapport avec des photos sera transmis à l'inspecteur de la DREAL lorsque ces travaux auront été réalisés.
Les éoliennes sont équipées d'éclairages positionnés au dessus de la porte. L'exploitant indique qu'il s'agit d'un éclairage de sécurité imposé par le maintenancier. Le faisceau est orienté vers le sol pour éviter les déclenchements intempestifs.
Observations :
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2,4
Thème(s) : Risques chroniques, évaluation de l'efficacité
Prescription contrôlée : Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du plan de bridage. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure). Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 3 mois qui suivent sa finalisation. Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications du plan de bridage, l'envoi du suivi environnemental à l'inspecteur de la DREAL est complété par un porter à connaissance.
Constats : L'exploitant a transmis la proposition financière pour un suivi environnemental qui sera réalisé de mi-juin à mi-novembre 2022, puis de début mars 2023 à mi-juin 2023 (suivi mortalité) et de début avril à mi-juin 2023 (activité en nacelle).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Biodiversité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/09/2021, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle plan de bridage chiroptères
Prescription contrôlée : Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA) . Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque mât du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM). Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans. Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de défaillance et de maintenance.
Constats : L'exploitant a transmis en amont de la visite, pour les 6 éoliennes du parc, les données Scada au pas de temps 10 minutes pour l'année 2021 et les 4 premiers mois de l'année 2022. Ces données mentionnent la température, la vitesse du vent et la vitesse de rotation du rotor.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Identification
Prescription contrôlée : (...) Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Des panneaux sont posés à proximité des éoliennes, indiquant l'interdiction d'entrer, et alertant sur les risques électriques et le risque de chute de glace en cas de gel. Un numéro d'alerte est également affiché.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur MAR 01 est maintenu propre. Il n'a pas été constaté l'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables. Il n'a pu être vérifié l'intérieur de l'éolienne SNG 01, la porte de celle-ci étant bloquée.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : (...) Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a transmis avant l'inspection les rapports des contrôles effectués par VERITAS le 8 juin 2022 sur les postes HT de Puech Cornet et Singladou. Ceux-ci mentionnent respectivement 4 et 2 observations. La DREAL constate que 5 de ces 6 observations étaient déjà mentionnées dans les rapports de contrôle de 2020 et qu'elles ne sont donc pas traitées. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports des contrôles effectués par SOCOTEC les 7 et 8 juin 2022 sur les installations électriques des 6 éoliennes et des 2 postes de livraison. Ces rapports mentionnent au total 26 observations. Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un mois un échéancier de levée de ces observations. Il est également constaté que les installations n'ont pas fait l'objet de la vérification annuelle en 2021.
Observations : La DREAL rappelle à l'exploitant que les installations électriques doivent être vérifiées tous les ans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : La maintenance est réalisée par Enercon. L'exploitant a fourni les manuels de maintenance principale et de maintenance quadriennale pour les éoliennes de type Enercon E70 E4. Ces manuels précisent les opérations de maintenance à réaliser ainsi que les fréquences associées. Il a également fourni les derniers rapports des vérifications des éoliennes réalisées en juin 2022. Enercon dispose d'un portail en ligne de suivi des opérations de vérification et de maintenance des éoliennes auquel a accès l'exploitant. L'exploitant dispose également d'un tableau de suivi des vérifications.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Il a été constaté la présence d'un extincteur dans l'éolienne 1 et dans le poste de livraison de Singladou. La date de vérification sur l'extincteur du poste de livraison n'est pas mentionnée sur l'étiquette. Cependant, l'exploitant a confirmé après l'inspection que la vérification avait bien été faite le 8 juin 2022.
L'exploitant transmettra les éléments justifiant les actions correctives (étiquette et registre de suivi renseignés)
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Les déchets générés lors de la maintenance sont amenés par Enercon, sur son site de maintenance de LACAUNE (cf. BSD). Le transit de déchets dangereux relève de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées (régime de la déclaration jusqu'à 1 tonne, régime de l'autorisation au-delà). Or, le site de LACAUNE n'est ni déclaré, ni autorisé au titre des installations classées. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis une réponse le 28 juin dans laquelle il indique être à la recherche d'une solution pour se conformer à la réglementation, probablement en s'orientant vers la mise en place d'un mini container, toutefois en veillant à ce que cette solution soit sécurisée et bien intégrée d'un point de vue paysager.
L'exploitant doit justifier, dans un délai de 6 mois que les déchets de son parc transitent par un site de transit-regroupement dont la situation administrative est régulière au titre des ICPE.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Exploitation – déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/03/2021, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereau de suivi de déchets
Prescription contrôlée : I. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique (...). L'ensemble des étapes d'émission et de mise à jour du bordereau électronique s'effectuent au moyen d'un télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Un récépissé de saisie est délivré au déclarant à chaque étape d'émission et de mise à jour (...). Le récépissé de saisie est transmis par le déclarant à tout agent en charge du contrôle (...).
Constats : L'exploitant a transmis 7 bordereaux de suivi de déchets établis en 2021. L'inspection constate que ces bordereaux ne sont pas émis par le parc de Margnes Energie, en tant que producteur des déchets, mais par Enercon. En réalité, ils ne correspondent pas aux seuls déchets produits sur le parc mais aux déchets générés par le maintenancier lors des opérations d'entretien qu'il effectue sur plusieurs parcs. Les bordereaux des déchets doivent être établis par l'exploitant du parc pour permettre une bonne traçabilité des déchets jusqu'à leur élimination finale. L'exploitant établira sous 2 mois des BSD correctement renseignés. A cette occasion, il mettra en œuvre la nouvelle procédure de bordereau électronique via la plateforme Trackdéchets.
Observations :
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet